



Luxembourg, le 11 septembre 2019

Monsieur Fernand ETGEN  
Président de la Chambre des Députés  
LUXEMBOURG



DEMOKRATESCH  
PARTEI

Chambre des Députés  
Groupe Parlementaire

Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 83 de notre Règlement interne, nous souhaitons poser la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

*« Dans son numéro 35, l'hebdomadaire « De Letzebuenger Bauer » publie un article affirmant que les dégâts de gibier, notamment ceux causés par des sangliers sur les cultures de maïs, sont exceptionnellement élevés en 2019. Un agriculteur cité dans l'article regrette également que les indemnités prévues pour le dégât de gibier lui soient versées plus tard que les années précédentes, faute de provisionnement du fonds destiné à indemniser les dégâts.*

*Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

- *Madame la Ministre peut-elle confirmer que les dégâts de gibier sont plus élevés que les années précédentes pour cette période ? Peut-elle également confirmer que les dégâts sont plus élevés au Centre et à l'Est du pays ?*
- *Dans l'affirmative, quelles en pourraient être les raisons ?*
- *Quelle est l'évolution de la population des sangliers pour les dernières 5 années ?*
- *Quelle est l'évolution du nombre de sangliers tirés lors de chasses pour les dernières 5 années ?*

9, rue du St. Esprit  
B.P. 510  
L-2015 Luxembourg

Tel. : 22 41 84 1  
Fax : 47 10 07

dp@dp.lu  
www.dp.lu

- *Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural peut-il confirmer que plusieurs agriculteurs récoltent leur maïs prématurément pour éviter des pertes liées aux dégâts de gibier ? Monsieur le Ministre peut-il chiffrer les pertes de la récolte de maïs de 2019 liées au climat, aux dégâts de gibier ainsi qu'à la récolte prématurée ?*
- *Quelles solutions pourraient être envisagées afin de limiter les dégâts causés par les sangliers et les blaireaux ?*
- *Que pensent les ministres des solutions proposées par les agriculteurs cités dans l'article, notamment l'autorisation de la chasse aux blaireaux et le cofinancement des clôtures ?*
- *Madame la Ministre peut-elle confirmer que les paiements des indemnisations pour les dégâts de gibier connaissent des retards ? Qu'en est-il du fonds spécial pour la chasse ? Est-il suffisamment provisionné ? »*

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre très haute considération.



Guy ARENDT  
Député



Gusty GRAAS  
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

**Monsieur Marc Hansen**  
**Ministre aux Relations avec le Parlement**  
**Luxembourg**

Luxembourg, le 11 septembre 2019

**Objet : Question parlementaire n° 1192 du 11.09.2019 de Monsieur le Député Guy Arendt et  
de Monsieur le Député Gusty Graas - Dégâts de gibier**

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

**Fernand Etgen**  
**Président de la Chambre des Députés**



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Environnement, du Climat  
et du Développement durable

Luxembourg, le 17 OCT. 2019

**Service central de législation**  
**Monsieur Marc Hansen**  
**Ministre aux Relations avec le Parlement**

**Objet :** Question parlementaire n°1192 – Réponse

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la réponse à la question parlementaire n°1192 tout en vous priant de bien vouloir en assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

La Ministre de l'Environnement, du Climat  
et du Développement durable,



Carole Dieschbourg

**Réponse commune de la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural à la question parlementaire n°1192 des honorables députés Messieurs Guy Arendt et Gusty Graas**

***Madame la Ministre peut-elle confirmer que les dégâts de gibier sont plus élevés que les années précédentes pour cette période ? Peut-elle également confirmer que les dégâts sont plus élevés au Centre et à l'Est du pays ?***

En effet, les demandes de remboursement reçues par l'Administration de la nature et des forêts (ANF) en 2018 et 2019 étaient supérieures à celles des années précédentes. Pourtant, vu que le régime de remboursement avait été changé en 2017 (les chasseurs peuvent, pendant 4 ans, cumuler les 4€ à rembourser par ha) on ne peut pas en déduire une augmentation absolue.

En ce qui concerne la localisation géographique, il semble effectivement que l'Est et le Centre du pays soient plus concernés.

***Dans l'affirmative, quelles en pourraient être les raisons ?***

La principale raison est la densité élevée en sangliers.

***Quelle est l'évolution de la population des sangliers pour les dernières 5 années ?***

Comme pour toute autre espèce sauvage, il n'existe pas de chiffres exactes (ni inexacts d'ailleurs) concernant la population. L'évolution de la population des sangliers est estimée par l'examen d'indicateurs tels que le nombre de sangliers tirés ou les dégâts causés en agriculture. Ces indicateurs semblent indiquer une tendance à l'augmentation de la population des sangliers.

***Quelle est l'évolution du nombre de sangliers tirés lors de chasses pour les dernières 5 années ?***

Comme on peut le consulter dans le dernier bulletin technique de l'ANF en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse, envoyé à tous les locataires de chasse et également consultable en ligne, le nombre de sangliers tirés par an déclaré par les locataires de chasse montre de grandes fluctuations. Depuis une dizaine d'années, il oscille autour des 5000 par année ; néanmoins, depuis deux ans, le nombre déclaré a augmenté sensiblement.

Année cynégétique	Sangliers reportés tirés
2014/2015	4895
2015/2016	4919
2016/2017	4792
2017/2018	6487
2018/2019	7347

***Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural peut-il confirmer que plusieurs agriculteurs récoltent leur maïs prématurément pour éviter des pertes liées aux dégâts de gibier ?***

La récolte de maïs a démarré en 2019 ponctuellement plus tôt que d'habitude, mais plus tard qu'en 2018. Les récoltes prématurées en 2019 sont évidemment dues en majorité aux conditions climatiques très chaudes et sèches, qui régnaient en 2019 et qui ont avancé la date de récolte. Mais, dans certains cas, les agriculteurs ont dû récolter prématurément leurs cultures de maïs avant maturité pour éviter des dégâts de gibier trop importants. Les agriculteurs concernés ont été contraints à faire ce choix afin de minimiser les dégâts économiques pour leurs exploitations.

***Monsieur le Ministre peut-il chiffrer les pertes de la récolte de maïs de 2019 liées au climat, aux dégâts de gibier ainsi qu'à la récolte prématurée ?***

A ce stade, il est impossible de chiffrer exactement les pertes de la récolte de maïs en 2019 car la récolte sur les champs d'essais variétaux de l'ASTA et sur les exploitations agricoles n'est pas encore terminée. Les résultats des essais variétaux déjà récoltés indiquent une année plutôt médiocre, en dessous de la moyenne pluriannuelle, pour ce qui concerne le rendement de matière sèche ; l'information à propos de la qualité énergétique, raison principale pour la culture du maïs n'étant pas encore disponible. Par ailleurs, suite à la sécheresse qui a sévi en 2019, entre 25% et 30% des surfaces de maïs cultivées en 2019 bénéficient d'une indemnisation pour pertes de récoltes par les assurances mises en place par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Pour limiter les dégâts causés par les aléas météorologiques, il convient de sélectionner, dans la mesure du possible, des variétés de maïs en fonction des contraintes climatiques. De même, peut-il s'avérer utile de cultiver un mélange de différentes variétés de maïs afin de répartir le risque des dégâts.

***Quelles solutions pourraient être envisagées afin de limiter les dégâts causés par les sangliers et les blaireaux ?***

Le blaireau est une espèce protégée dont les dégâts causés à l'agriculture sont marginaux en comparaison avec ceux causés par le sanglier. Les dégâts du blaireau sont indemnisés à 100% par l'Etat.

Comme le sanglier est l'espèce sauvage qui cause de loin le plus de dégâts aux cultures agricoles et au maïs en particulier, il y a également lieu de réfléchir à une gestion adaptée au niveau de la répartition spatiale des différentes cultures. Ainsi, les experts conseillent p. ex. de cultiver le long des forêts des céréales moins attractives pour les sangliers, tels que le triticale et l'orge. Ces céréales sont récoltées avant même que le maïs devienne intéressant pour les sangliers. De cette façon, la récolte des céréales créerait également un couloir ouvert entre forêts et champs de maïs permettant une chasse aux sangliers plus efficace.

Depuis des années, les essais variétaux de l'ASTA sont protégés par des clôtures électriques et le succès de cette mesure est indiscutable. Il faut néanmoins différencier entre 6 essais variétaux annuels bien délimités par rapport aux 15.000 ha de maïs cultivés au Luxembourg. Une combinaison de différentes mesures, telles qu'une chasse plus poussée des sangliers, la protection du maïs avec clôtures, mais aussi le choix de variétés plus précoces afin de pouvoir récolter plus tôt, tout en produisant du maïs correspondant aux exigences qualitatives et quantitatives nécessaires, constituent d'autres solutions. Cependant, la mise en place et l'entretien de clôtures représentent un coût considérable pour les agriculteurs. Les dégâts systématiques par le gibier engendrent une augmentation des surfaces nécessaires pour la culture du maïs afin de compenser les préjudices subis.

***Que pensent les ministres des solutions proposées par les agriculteurs cités dans l'article, notamment de la chasse aux blaireaux et le cofinancement des clôtures ?***

Le blaireau est une espèce protégée qui est en train de se remettre de sa quasi éradication dans les années 1970 et 1980. Il n'existe pas de raison de lever cette protection. Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que l'idée d'une régulation par le biais de la chasse n'est souvent pas la solution ; il existe plein d'exemples qui montrent que beaucoup d'espèces sauvages peuvent compenser les effets de la mortalité accrue par la chasse par une reproduction plus élevée. Par ailleurs, des problèmes de dégâts subsistent même dans des régions où le blaireau est chassé.

En guise de conclusion, la vue qu'on puisse simplement commencer à chasser une espèce pour résoudre un problème, représente une vue trop réductrice qui omet de prendre en considération la complexité de l'écologie des espèces en relation avec les écosystèmes.

***Madame la Ministre peut-elle confirmer que les paiements des indemnisations pour les dégâts de gibier connaissent des retards ?***

Les dégâts de gibier sont indemnisés à l'agriculteur à raison de 10% par le syndicat de chasse et de 90% par le locataire de chasse en cause. Ni l'ANF, ni le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) n'interviennent dans cette procédure. Le MECDD n'a donc pas de connaissance concernant les délais de paiement entre les chasseurs et les agriculteurs.

***Qu'en est-il du fonds spécial pour la chasse ? Est-il suffisamment provisionné ?***

Les années passées, le fonds était suffisamment provisionné. Il est suivi par un comité.